



Fermeture de la trésorerie : élus et agents en colère

Chronique d'une mort annoncée. Une manifestation de soutien a eu lieu jeudi 3 octobre.

Il y a 2 ans, quand on vous a dit "on ferme la trésorerie de Capendu pour pérenniser celle de Peyriac, on vous a menti". Cette phrase a trouvé tout son écho auprès des maires et élus, venus de toutes les communes du canton, soutenir les agents en grève pour le maintien de ce service public.

Parmi eux, la conseillère départementale Françoise Navarro-Estalle. Affichant leur unité, les syndicats Solidaires, CGT et FO, avaient planté le décor : drapeaux, banderoles aux slogans percutants : "Darmanin démissions !", "Finances publiques même plus l'impôt sur les os"...

Les délégués ont expliqué : "Le gouvernement nous vend un nouveau réseau de proximité [...] Foutaise, ce système vise à supprimer des emplois par volonté d'économie budgétaire". De fait, après la fermeture de 17 trésoreries au cours de la décennie précédente, neuf sont à nouveau sur la sellette dont celle de Peyriac.

Finie la proximité

" D'ici 2022 au plus tard, les usagers du département, l'un des plus pauvres de France, ne pourront plus se rendre directement au guichet pour résoudre leurs problèmes et ça commence maintenant". Cette transformation qui, selon la circulaire gouvernementale, n'est pas une suppression, prévoit qu'à terme trois centres de gestion comptable (Carcassonne, Narbonne et Limoux) géreront les 436 communes audoises ainsi que tous les syndicats, Sivom, Siviou, ASA, EPCI et certains Ephad. Des Maisons France Service (MSAP) seront implantées dans chaque canton où les usagers disposeront d'un ordinateur en libre-service pour effectuer leurs démarches (Caf, Assedic, retraite, impôts, etc.).

Du personnel externe, plus ou moins formé, y sera présent mais sans aucun pouvoir. "Un service low cost, éloigné, sans aucune humanité et qui impose une mobilité forcée aux agents actuels", d'après l'inter- syndicale.

Les élus écœurés

Ceints de leur écharpe tricolore, les élus ont mis en cause la députée Hérim qui leur avait affirmé le maintien de la trésorerie locale. Ils ont aussi exprimé un ras-le-bol plus global. Quelques extraits : " C'est bien joli les discours parisiens. Ici, on ne nous parle que de fermeture, de centralisation à Carcassonne, Narbonne. C'est un gros retour en arrière [...] Le service aux collectivités est indispensable dans nos communes rurales. Nous ne pouvons pas passer tout notre temps en voiture, c'est ce que nous faisons maintenant. [...] On demande à nos habitants de payer des impôts pour des services qu'ils n'ont plus [...] Nous, petits élus, on se bat pour faire vivre nos villages et, tous les jours, on nous en rajoute une couche. Durant ce mandat, on a vu disparaître beaucoup de nos compétences et de services publics. Qu'on ne s'étonne pas de voir beaucoup de maires démissionner ! [...]".

Élus, syndicats et agents appellent les usagers à écrire au directeur des Finances publiques de l'Aude et au préfet, avec copie aux députés, pour demander le maintien de ce service public.

L'Indépendant

[Voir les commentaires](#)